

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Plutot-creer-un-autre-FMI-que-disputer-sa-direction>

Plutôt créer un autre FMI que disputer sa direction

- Empire et Résistance - Organismes et ONGs de domination -

Date de mise en ligne : vendredi 1er juillet 2011

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Après l'arrestation et la démission du Directeur général du FMI chargé de créer une nouvelle monnaie de réserve, la Chine n'entretient plus d'illusion sur une possible réforme du système monétaire mondial. Aussi, le CCIEE – "institut économique du gouvernement chinois" – préconise-t-il carrément le retrait de la Chine du FMI et la création d'un fonds concurrents avec les pays émergents.

Récemment, le problème du candidat au poste de directeur général du Fonds monétaire international (FMI) a suscité un vif débat au sein de l'opinion publique mondiale. L'Europe a rapidement proposé deux candidats à ce poste, alors que les pays du BRICS ont déclaré le 24 mai qu'il faudrait rejeter le concept de nationalité dans l'élection du nouveau directeur général. La dispute est à son comble.

Cependant, selon une règle du FMI, le pays dont le droit de vote dépasse 15 % peut opposer son veto à tout sujet de discussion. À l'heure actuelle, seul le droit de vote des États-Unis dépasse 15 %, à 17,407 %. Viennent ensuite les droits de vote du Japon et de la Chine, soit respectivement 6,464 % et 6,394 %. C'est pourquoi dans le FMI, seuls les États-Unis possèdent le droit de veto.

Ainsi, pour le FMI, ce droit de veto revêt la plus grande valeur. Bien que le poste de son directeur général soit aux mains des Européens, les États-Unis sont le « patron » réel de cet organisme. Certes, le directeur général du FMI possède un pouvoir important. Mais si important qu'il soit, il doit être exercé dans le cadre établi par les États-Unis. C'est le cas actuellement, d'autant plus que les Européens et les États-Uniens sont les alliés. Si les nouvelles économies réussissent à gagner ce poste, à quoi pourra servir ce poste pour ces pays. Les nouveaux pays montants devraient réfléchir sur ce point.

Et encore, ce qui rend le FMI attirant, est qu'il peut fournir un soutien financier à ses pays membres. Depuis 2009, les fonds que possède le FMI ont augmenté, passant de 250 milliards de dollars à 900 milliards de dollars. Pour vous donner une idée concrète de ces 900 milliards de dollars, les réserves en devises de la Chine ont déjà dépassé 3 000 milliards de dollars, soit plus du triple. D'ailleurs, les fonds du FMI, qui ont subitement augmenté, ont un caractère de bulle, du fait qu'ils sont liés à la politique monétaire souple de la Réserve fédérale états-unienne. Ainsi à l'heure actuelle, le rôle du FMI est très limité pour sauver l'Europe de la crise de la dette, bien qu'il soit aux mains des Européens. Quel résultat y aura-t-il pour les nouveaux pays montants, si un candidat venant de ces pays émergents est élu directeur général du FMI ?

J'estime que si les pays en développement n'arrivent pas à augmenter leur part dans le FMI, ils devront établir un FMI qui leur appartiendra, ceci pour obtenir la justice et la transparence en terme de droit de vote au sens propre du terme.

À l'heure actuelle, les conditions sont déjà réunies pour la création de cet organisme. Avant la crise financière, les fonds possédés par le FMI n'étaient pas très importants. À l'heure actuelle, les forces réelles des nouvelles économies ont dépassé de loin les fonds du FMI. Selon une étude du journal britannique Financial Times, les prêts accordés par deux banques nationales de la Chine à des pays en développement ont déjà dépassé ceux de la Banque mondiale.

Sur ce problème, les pays en développement doivent avoir confiance en eux-mêmes. Cette confiance ne doit pas provenir de leurs importantes réserves en dollars, mais de la monnaie de leur propre pays. Retenons qu'on ne doit pas dépendre du dollar que les émissions incessantes rendront toujours plus nombreux. En comptant sur leurs

dollars, les États-Unis pourraient toujours obtenir un droit de veto, quelle que soit leur part dans le nouveau FMI et même s'ils n'y participent pas directement. C'est une raison importante pour laquelle le Japon, qui possédait d'énormes réserves en dollars à l'époque, était incapable de lancer un « système monétaire japonais et européen » avec les pays d'Europe occidentale. Aujourd'hui, la Chine et les autres pays émergents ont toutes les conditions pour établir un « système monétaire des nouveaux pays émergents ».

* **Zhou Shumu**, Chercheur au Centre d'échange économique international de Chine (organisme rattaché à la Commission nationale pour la Réforme et le Développement).

[Le Quotidien du peuple](#)Pékin, le 31 mai 2011